

SOLIDARITE AVEC LES MIGRANTS

OUVERTURE DES FRONTIÈRES LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

2 NOVEMBRE 2016

Ce lundi, le gouvernement a achevé sa vaste opération de démantèlement de Calais en détruisant les derniers abris qui s'y trouvaient encore. Ce bidonville géant où avaient échoué près de 10 000 migrants, fuyant la misère et les guerres que ce même gouvernement a contribué à déclencher et à attiser au Moyen Orient et en Afrique.

Alors qu'il prépare déjà le démantèlement des campements des quartiers Stalingrad et Jaurès de Paris où sont encore rassemblés 2 000 à 3 000 migrants, Hollande a salué « une opération qui a été conduite de manière humaine et digne, mais aussi efficace et ferme » et promis « qu'il n'y aura pas de réinstallation » de migrants dans la « jungle » de Calais ».

Le coup de l'opération humanitaire

Pour ce gouvernement, l'humanitaire signifie donc : laisser plusieurs milliers de personnes errer et zoner dans le froid et la boue pendant des mois, voire des années, dans le bidonville de Calais sans fournir d'infrastructures, frapper et gazer à l'occasion, accueillir 5 000 syriens alors que la Suède en accueille dix fois plus, l'Allemagne 300 fois plus.

Comme s'il ne savait pas que ce sont les pays frontaliers des zones de guerre qui accueillent l'immense majorité de ces populations. Le conflit syrien a déjà provoqué près de 5 millions de réfugiés, principalement vers la Turquie (2,5 millions), le Liban (1,1 million) et la Jordanie (628 000). Dans le même temps se construit une Europe forteresse, responsable de la mort de 10 000 migrants en Méditerranée depuis le début de l'année 2014 !

Le gouvernement court après le FN

L'objectif du gouvernement est de disperser les migrants, de les rendre invisibles, en particulier pour céder à l'électorat le plus réactionnaire, à tous ceux qui pensent que ces migrants viendraient manger notre pain et voler nos boulots.

Aujourd'hui, Hollande et Valls usent de la même démagogie réactionnaire qu'un Sarkozy avant lui ou un Le Pen : s'en prendre aux étrangers pour masquer leur propre responsabilité dans la situation rendue dramatique par le chômage et la misère d'une grande partie de la population.

Imposer de vraies solutions

Faire croire aux migrants comme aux populations de Calais ou de Paris que le démantèlement des camps ou campements est une solution est un mensonge honteux. Aucune mesure d'éloignement forcé de Calais, aucun mur n'empêchera les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants accrochés à l'espoir de gagner l'Angleterre d'y retourner.

Tant que la France refusera aux migrants la liberté de s'installer où ils veulent, de chercher du travail et un logement, les migrants chercheront les moyens de se rendre dans un autre pays un peu moins inhospitalier. La solution pour les migrants et la population de ce pays, c'est la liberté de circulation et d'installation.

C'est pas les migrants

**... qui sont de trop,
c'est ce gouvernement au service
des patrons**

Face à cette politique nauséabonde, les travailleurs ont intérêt à montrer leur solidarité. Parce que nous avons bien plus en commun avec les migrants qu'avec ces patrons et ces dirigeants politiques 100% à leur service.

S'il y a près de six millions de chômeurs en France, c'est pas la faute aux migrants, mais aux patrons qui licencient et suppriment des postes.

S'il y a « pénurie » de logements, c'est pas la faute aux migrants, mais aux 2,6 millions de logements restés vacants, en raison de la spéculation capitaliste.

Dans les prochains jours, les manifestations de soutien aux migrants, pour la liberté de circulation et d'installation, pour un logement et un travail pour tous, doivent se multiplier pour changer le rapport de forces, pour que la solidarité reprenne le dessus sur le racisme.

- CRISE DES MIGRANTS EN EUROPE -



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



CETA : LE LIBRE ECHANGE AU SERVICE DES MULTINATIONALES

L'accord commercial CETA fait sauter l'essentiel des barrières aux échanges entre le Canada et l'Union Européenne. Cette libéralisation des échanges signifie une concurrence encore plus féroce entre les entreprises des deux continents. Ne s'en sortiront que les multinationales et celles qui seront capables d'imposer à leurs salariés des conditions de travail et de salaires dégradées. Une loi du capital renforcée par l'instauration d'un tribunal d'arbitrage entre Etats et investisseurs.

Imaginons qu'un gouvernement abroge en France la loi travail ou porte le Smic à 1700€ par mois : une entreprise canadienne installée en France pourrait s'estimer lésée en termes de profits à venir ; et demander à ce tribunal de condamner l'Etat français à d'énormes amendes en compensation.

Le CETA, c'est la loi des multinationales contre toute politique de progrès social, au Canada ou en Europe. L'accord est signé, mais chaque Etat doit le ratifier. Il reste à développer toutes les mobilisations possibles pour les en empêcher.

QUAND LA POLICE MANIFESTE EN CAGOULE !

Les policiers manifestent sous des capuches et des visages cachés. Exactement ce qui fut reproché à des jeunes dans les manifestations contre la loi travail il y a quelques semaines...

Et c'était cette même corporation qui frappait et gazait, allant parfois jusqu'à blesser ou défigurer certains d'entre nous. Ces manifestations ont été, vite fait bien fait, récupérées par les pires autoritaires et l'extrême droite. Et le gouvernement, qui avait renvoyé au tribunal les ouvriers de Goodyear et les « arracheurs de chemise » d'Air France, a trouvé en deux jours cinq cent millions d'euros et promis de changer les règles de la légitime défense. Cette vieille revendication du Front National, Hollande déclare y réfléchir. Même Sarkozy avait en son temps refusé un tel « permis de tuer ».

Quartiers sinistrés, populations exclues par le chômage de masse, personnes qui sombrent dans la pauvreté. Ils trouvent des centaines de millions d'euros pour la police pas pour les quartiers : toute une politique à mettre à bas!

INTÉRIMAIRES, CDI : MÊMES DROITS POUR TOUTES ET TOUS

Dans les usines et les bureaux, c'est partout la montée des intérimaires et des prestataires. Sur un même lieu de travail les disparités de salaires, de statut et de droits se multiplient. La moitié des jeunes de 15 à 24 ans ont en France un emploi précaire en 2014 contre 17 % au début des années 1980. Au total, il y a 3,2 millions de travailleurs précaires en France.

Sur les chaînes des usines de montage Renault, 80 % des ouvriers peuvent être intérimaires, c'est notamment le cas dans les usines de Flins et Sandouville.

Les intérimaires peuvent être mis en dehors de l'usine sans préavis, comme encore dernièrement à paulstra à Chateaudun ou à Valéo à Nogent où ils représentent 25% des effectifs, avec parfois des contrats n'excédant pas quelques jours.

Revendiquer l'embauche de tous ceux qui le souhaitent, en CDI est indispensable. Mais dans le même temps réussir l'unité de toutes et tous par delà les différence de statut est l'exigence immédiate. Contre la division, revendications des CDI et des intérimaires doivent être pareillement défendues dans les syndicats, les ateliers et les services.

MALGRÉ DES BÉNÉFICES RECORDS, TOUJOURS DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI CHEZ PSA

Avec 2,8 milliard d'euros engrangés en dix huit mois , PSA a retrouvé des bénéfices. C'est d'abord la conséquence des sacrifices imposés par la nouvelle direction du groupe, la famille Peugeot étant maintenant accompagnée par l'Etat français et une firme chinoise qui ont chacun recapitalisé PSA. Les effectifs de PSA ont chuté de 13 000 salariés depuis 2013

Ce n'est pas fini ! PSA va supprimer 2133 nouveaux postes de travail en 2017 à coup de mise en congés seniors et de départs volontaires non remplacés. On sait tous que les départs dits volontaires sont le plus souvent imposés par la maîtrise et la hiérarchie.

La production chez PSA comme chez Renault augmente en ce moment. Des effectifs en moins, c'est le recours aux intérimaires et un surcroît de charge de

travail pour tous ceux et celles qui restent. Et ce sont des profits en plus pour actionnaires et dirigeants. « Back in the race » c'est le slogan moderne de la direction de PSA pour servir la même soupe : le retour aux profits ! C'est bien de diminution du temps de travail et de son partage entre tous qu'il nous faut discuter.

ARGENT CACHE, ARGENT VOLE...

L'affaire Luxleaks avait fait la une des journaux il y a quelques mois : deux salariés d'un cabinet d'audit avaient dévoilé comment les grandes multinationales passaient des accords secrets avec l'État luxembourgeois pour ne pas payer d'impôts.

Il y a peu de temps, la justice a rendu son verdict : coupables ! Pas les politiciens et les groupes capitalistes impliqués dans le scandale bien entendu. Non, le tribunal a condamné à de la prison avec sursis les salariés « lanceurs d'alerte » qui ont osé enfreindre le sacro-saint secret des affaires. Tout un monde à remettre à l'endroit !

LE CODE DE LA ROUTE AU SECOURS DE LA DIRECTION DE GESTAMP !

Après deux distributions de bulletins du NPA à la porte de l'entreprise, pour dénoncer l'exploitation des travailleurs dans le système capitaliste, la direction de Gestamp n'a rien trouvé de mieux que de faire appel à la gendarmerie.

Au 21^e siècle, à l'époque des multiples moyens de communication (internet, portables, ...), le patron de Gestamp se comporte comme un petit seigneur en appelant la cavalerie pour faire taire le petit peuple.

Après avoir cassé le code du travail, on utilise le code de la route pour censurer l'expression politique à coups d'amende (90€) pour s'assurer que la démocratie et la liberté d'expression s'arrêtent aux portes de l'usine.

Sous prétexte de sécurité routière, on empêche les travailleurs de s'informer et de s'organiser. Il est tout à fait légal de se faire exploiter, de se faire licencier, ... mais il est, selon la direction de Gestamp, interdit d'en parler !

Si les gendarmes sont là pour faire respecter la loi, pourquoi ne voit-on pas au journal TV de TF1 les patrons voyous, fraudeurs et politiciens véreux arrêtés et menottés?

Cette ridicule tentative d'intimidation ne nous empêchera pas de continuer à nous adresser aux travailleurs ... mieux, il est temps que les salariés de Gestamp prennent eux-mêmes la parole !

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas à le diffuser à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**